

Réaction de Place publique à la nomination de Michel Barnier au poste de Premier ministre

Le 9 juin 2024, par sa décision, insensée et solitaire, de dissoudre l'Assemblée nationale, le Président de la République a pris le risque d'ouvrir la voie à une majorité d'extrême droite.

Le front républicain et une formidable mobilisation citoyenne ont empêché le Rassemblement national d'accéder au pouvoir. Les résultats ont marqué un attachement à la démocratie doublé d'un désaveu pour la politique d'Emmanuel Macron.

Place publique a affirmé dès le 7 juillet que la ligne politique doit être la base de toute discussion.

Nous n'avons jamais participé au jeu des nominations personnelles et nous avons exhorté depuis le début à des négociations entre les groupes parlementaires issus du front républicain.

Ni les dirigeants du NFP, ni l'Élysée n'ont sérieusement pris ce chemin et la désignation de Michel Barnier n'est en conséquence pas le produit d'une négociation parlementaire, mais celui d'un simple casting présidentiel. Rien n'a donc changé et tout se passe comme avant alors que nous avons, de facto, changé de régime.

Nous rappelons que nous ne pourrions soutenir aucun gouvernement qui ne porte pas la hausse du SMIC et le rétablissement de l'ISF, le retour sur la réforme des retraites et la loi immigration, l'accélération de la transformation écologique et l'introduction de la proportionnelle aux élections législatives.

Nous ne pourrions pas soutenir un gouvernement qui n'acte pas aussi une rupture claire dans la manière d'exercer le pouvoir dans notre pays. Nous n'accepterons pas la continuation de la politique d'Emmanuel Macron qui ferait fi des résultats des élections.

Nous appelons maintenant à faire pleinement vivre la démocratie parlementaire, à acter que la réalité du pouvoir est désormais à l'Assemblée Nationale, loin des postures jupiteriennes, et nous continuerons à bâtir l'alternative sociale-démocrate, écologiste, humaniste et pro-européenne dont la France a tant besoin.